

ST 33 / Les acteurs politiques face à la crise : entre « volontarisme » et « contraintes » dans les politiques publiques

Darío Rodríguez, Docteur associé au CERI (Sciences Po)

dario.rodriguez@sciencespo.fr

DOCUMENT DE TRAVAIL

« Quelle place pour le leadership politique ? : la politique de nationalisation des hydrocarbures en Argentine et Bolivie »

Introduction

L'étude systématique du phénomène du leadership a occupé une place marginale dans le champ de la science politique (Blondel, 1987 : 2). En effet, jusqu'au milieu des années soixante-dix, son traitement est resté pratiquement exclu de la réflexion académique¹ en faveur de l'intérêt passionné qu'ont réveillé, sur le terrain plus vaste des sciences sociales, différents concepts avec lesquels l'idée du leadership partage d'évidents aires de famille². Cependant, suite à ce silence et à la lumière des différents processus historiques qui ont marqué la période de l'après Seconde Guerre mondiale, une scène d'analyse autonome sur la catégorie du leadership politique apparaît avec un ancrage dans la science politique nord-américaine. Les apports réalisés depuis cette approche ont permis de revaloriser l'étude de la place du leadership dans nos démocraties modernes parvenant à assurer, en même temps, l'hégémonie de cette perspective sur les analyses produites sous d'autres latitudes.

Dans les limites de la science politique française, les études qui ont traité, toujours de manière indirecte, le phénomène du leadership ont centralement pris la catégorie du charisme comme objet exclusif de réflexion³. Le valeureux travail, codirigé par Andy Smith et Claude Sorbets (2003), constitue la seule exception à cette configuration spécifique du champ disciplinaire français. Le débat sur l'utilisation de cette notion, à partir de l'analyse du rapport entre la

¹ Selon les dires d'Antonio Natera Peral (2001 : 19), le désintérêt de la science politique pour le thème du leadership s'explique par la prédominance, à l'intérieur de cette discipline, de positions normatives et de visions en accord avec le courant structurel fonctionnaliste. Ainsi, si pour les théoriciens classiques, dont les réflexions se centrent sur la manière de parvenir à stabiliser le gouvernement de la loi, l'étude du leadership se présente comme une régression indésirable et un contresens patent, pour les auteurs les plus représentatifs de la science politique contemporaine, le désintérêt se justifie en vertu de la centralité des processus structurels à visée impersonnelle. Pour une analyse de la théorie de la démocratie et du rejet des leaders, se reporter également à Kenneth Ruscio (2004 : 9-16).

² Les concepts de pouvoir, d'autorité ou de domination ont concentré, par contre, l'attention des grands auteurs de la modernité politique.

³ Prenant en compte les travaux les plus reconnus, inscrits dans le domaine de la sociologie politique, comme ceux de Michel Dobry (2009), de Brigitte Gaiti (2008 : 39-67), d'Annie Collovald (1990 : 880-901) et de Bernardou et al (2014) nous pouvons y identifier une volonté partagée de penser la notion du charisme en raison de son inscription dans un contexte historico-social et à partir des interactions établies avec un ensemble d'acteurs sociopolitiques.

construction des leaders locaux et leurs territoires d'appartenance, a été le fil conducteur de ce travail collectif⁴.

Dans cette communication, je me suis fixé un double objectif. D'une part, je propose une réflexion synthétique sur le leadership depuis une vision inscrite dans les études politiques, pour étudier la place de cette catégorie dans un domaine spécifique : l'analyse des politiques publiques. D'autre part, j'examinerai brièvement deux cas d'étude spécifiques : la première présidence d'Evo Morales en Bolivie (2005-2009) et la deuxième présidence de Cristina Fernández de Kirchner en Argentine (2011-2015). Dans ce cadre, je me focaliserai sur l'étude comparative d'une politique qui a marqué l'action gouvernementale de ces deux leaderships nationaux : la politique de nationalisation des hydrocarbures établie par le gouvernement bolivien en 2006 et par le gouvernement argentin en 2012.

Je tiens à préciser que cette communication a une prétention encore très modeste : elle correspond à la présentation des premières avancées de ma recherche. En effet, si le travail sur la notion du leadership politique a constitué le noyau de mon travail de doctorat, l'étude sur la place des leaderships dans le processus d'établissement d'une politique publique est, pour l'instant, un terrain dans lequel je viens de faire mes premiers pas. En conséquence, la présentation de l'analyse comparatiste sur les études de cas se limitera dans ce travail à l'identification plus générale de leurs parallèles et de leurs contrastes, en me concentrant, spécifiquement, sur les contextes politiques dans lesquels la politique publique étudiée a été établie.

1. Le concept du leadership politique et l'action publique

La naissance d'une nouvelle ère du politique déterminée par la métamorphose des liens de représentation politique a redéfini les scènes démocratiques dans lesquelles s'inscrit le leadership politique contemporain. L'« individualisation du social » (Rosanvallon, 1995)⁵ et l'origine d'un « nouvel espace public » (Bregman *et al.*, 1989) réinstallent la signification du leadership dans les scènes démocratiques : plus que jamais ce dernier devient la source d'unification et de (re)création d'une société chaque fois plus médiatisée. Et dans ce processus, les nouveaux leaders n'assoient plus leur légitimité sur la loyauté des citoyens regroupés dans des identités partisans définies et consistantes, mais sur l'appui oscillant d'une série de popularités transitoires⁶. De la sorte, l'*action instituante* du leadership politique se révèle centrale dans le processus de (re)constitution permanente des liens de représentation. Au sein des espaces politiques médiatisés, les principes d'identification politique changent de forme : les leaders se rendent visibles surtout à partir d'un travail de (re)construction d'une image en évitant les canaux partisans plus traditionnels (Manin, 1995 : 281).

Tant l'étude du processus de légitimation de toute politique publique, en considérant la place du leadership politique, que le processus de légitimation du leadership, par rapport aux politiques publiques (Hassenteufel, 2011), doivent considérer ce nouveau cadre distinctif aujourd'hui des démocraties contemporaines.

⁴ Dans cette perspective, il faut également mentionner le travail de Montané (2001).

⁵ Selon cet auteur, ce processus est lié au phénomène de l'exclusion, problème principal du XXI^e siècle, et à la configuration, en conséquence, de sociétés chaque fois moins déchiffrables (Rosanvallon, 1995 : 206-210).

⁶ Pour une analyse détaillée du processus de désarticulation des identités partisans en Europe, voir Russell Dalton et Martin Wattenberg (2000).

1.1. Du concept d'acteur au concept de leadership politique

« *Comment l'action publique (malgré l'absence d'une rationalité et cohérence) arrive à produire un ordre légitime ?* » Cette interrogation, posée par Pierre Muller (2000 : 192), est au cœur de la vision dans laquelle notre travail s'inscrit pour penser le leadership politique et les politiques publiques. L'approche cognitive me semble pertinente pour réfléchir à mes questions de recherche⁷. Le rôle des acteurs dans la construction des cadres d'interprétation du monde et leurs rapports avec les structures de sens, en raison desquelles l'unité politique se compose, sont les dimensions privilégiées dans ma perspective d'analyse. Pourtant, ce processus sera ici interprété en considérant le concept de leadership politique, une catégorie qui n'a pas été directement abordée par l'approche cognitive de l'action publique. Comment peut-on définir ce concept ?

Avant de proposer une définition de celui-ci, un premier exercice de distinction conceptuelle me semble nécessaire. Il suppose examiner les relations entre l'idée d'acteur et le concept de leadership. « *Utiliser la notion d'acteur signifie que l'on part de l'hypothèse de l'autonomie relative de la capacité d'action d'un individu effectuant des choix stratégiques dans un contexte donné qui ne le contraint jamais complètement* » (Hassenteufel, 2011 : 116). Selon cet auteur, cela signifie une claire différence vis-à-vis de la notion d'agent (au cœur de la sociologie des champs de Pierre Bourdieu), mais aussi de celle d'« homo œconomicus », chère à la théorie de l'action rationnelle. C'est-à-dire que les contraintes structurelles, toujours présentes dans n'importe quel contexte historique et social, n'annulent pas complètement la capacité d'agir d'un acteur qui n'est pas toujours guidé par une logique instrumentale maximisant son utilité.

Pour sa part, le concept de leadership politique sera ici compris comme une *relation sociale*. Selon Max Weber, les leaders politiques sont ceux qui cherchent – et parviennent à – la reconnaissance des représentés et prennent des décisions politiques dont ils se font responsables (Weber, 2004 [1918] : 148). Cette définition succincte comprend deux éléments centraux qui fondent l'idée du leadership politique dans les démocraties modernes. Pour commencer, cela nous permet de déduire une notion du leadership conçue, non exclusivement en fonction des capacités personnelles, mais comme un type de relation sociale établie entre les représentants et les représentés⁸. Apparaît ici la notion de la reconnaissance⁹. Mais, la préoccupation de Weber nous amène aussi à penser comment préserver une idée de la politique qui, en tant que sphère d'action libre et de réalisation de valeurs, apparaît menacée par une société chaque fois plus bureaucratisée. L'intérêt pour la décision politique se révèle

⁷ On tient par contre à signaler les défis méthodologiques pour avoir accès aux représentations des acteurs donnant sens à l'ordre social, identifiés par Cohen (1998 : 91).

⁸ Il faut mentionner que cette idée du leadership comme relation n'apparaît pas de manière explicite dans l'œuvre de Weber. De fait, dans celle-ci, demeure la tension concernant l'idée de penser le leader en fonction de ses capacités héroïques et exceptionnelles, comme attribut essentiel de la domination de type charismatique, et la possibilité d'aller au-delà de cette idée en concevant son processus d'objectivation. Deux processus rendent particulièrement compte de cette dynamique chez Weber. L'idée de la « routinisation du charisme » quand la domination charismatique n'est plus éphémère, et l'idée du « charisme de fonction » quand le leader est reconnu par la position institutionnelle qu'il occupe (Weber, 1995 [1956] : 246-249). Cependant, l'analyse de Weber sur le charisme dans le contexte des démocraties modernes reste problématique. Pour une réflexion plus générale des tensions présentes dans la notion webérienne du charisme et, particulièrement, sur la possibilité de penser cette catégorie dans le contexte des démocraties modernes, voir les travaux de Robert Tucker (1968), d'Ann Ruth Willner (1984) et de Jean-Claude Monod (2012).

⁹ Sur les tensions présentes dans l'idée de la reconnaissance et dans la notion de la légitimité dans l'œuvre de Weber, voir Michel Dobry (2003 : 127-147). Cet auteur met en exergue le problème de l'absence chez Weber d'une conceptualisation de l'action rationnelle en valeur (l'action proprement démocratique). Cette idée va aussi être reprise par Monod (2012).

ici, c'est-à-dire pour la possibilité d'établir un principe d'action qui donne sens à la communauté nationale. Mais comment penser la décision ?

Pour penser cette notion, je récupère les critiques formulées par Samy Cohen (1999 : 75-79) au modèle de la décision rationnelle en proposant un autre modèle : l'analyse décisionnelle (AD). Selon cet auteur, le premier questionnement concerne l'idée de penser l'unicité de l'acteur étatique, incarné par l'action du président de la République. Au contraire, l'État sera plutôt conçu comme un champ de dispute politique permanente entre différents acteurs politiques et bureaucratiques. Comme résultat de cette configuration, toujours historique, on arrive à la légitimation d'une idée de l'intérêt général contingente, c'est-à-dire, toujours soumise à une nouvelle opération de (re)signification. Ainsi, si selon la théorie de la décision rationnelle, cet intérêt général est la réalisation optimale la plus conforme à la volonté nationale, selon l'AD, il faut considérer le poids des valeurs et l'élasticité intrinsèque qui distinguent toute composition de l'intérêt de la communauté nationale. Finalement, il faut considérer le problème de l'intentionnalité des décisions. Si, selon la théorie de l'élection rationnelle, on va affirmer que le décideur agit de manière « *délibérément choisie en vue de réaliser un objectif politique précis* » (Cohen, 1999 : 77), l'approche de notre recherche suppose par contre de penser ce processus à partir de l'absence d'une vision stratégique d'ensemble. En définitive, la décision sera ainsi pensée comme un processus collectif, elle échappe à la seule volonté humaine et elle s'inscrit dans un contexte historique spécifique, et souvent fait de multiples actions, concrètes et improvisées, d'un ensemble complexe d'acteurs (March et *al.*, 1988).

Si la distinction entre le concept de leadership et celui d'acteur fait référence à la définition du premier comme relation sociale, il faut maintenant apporter quelques précisions sur la manière de comprendre cette relation.

1.2. *La place du leadership dans l'action publique : un modèle d'analyse*

Le concept de leadership sera pensé à partir de l'idée de représentation politique, cela suppose essentiellement que le premier existe quand un *lien politique* est établi entre les représentants et les représentés. Notre perspective rejoint ainsi les piliers de la théorie du leadership développée notamment au sein de l'académie américaine¹⁰. Pourtant, cette perspective est marquée, dans le champ disciplinaire de la science politique, par l'influence de la théorie de l'élection rationnelle et par le néo-institutionnalisme des choix rationnels, selon les trois variantes principales du néo-institutionnalisme proposées par Hall et Taylor (1997). Cette influence nous semble être à l'origine de différentes limites à l'heure de penser le leadership politique.

Pour commencer, selon cette vision, l'action des leaders s'identifie exclusivement à sa possibilité de ne pas rester subsumée dans les structures qui conditionnent le cours de l'histoire. Cette approche affirme la capacité d'action des leaders et l'idée d'un devenir historique qui échappe aux règles structurelles préétablies, sans que se présente analytiquement le « caractère instituant » qui définit le leadership. C'est-à-dire, le processus à partir duquel le leader se construit comme *figure représentative* et s'établissent les *liens de représentation* avec la citoyenneté, traçant les contours qui définissent historiquement toute forme de société. En d'autres termes, nous pouvons dire que, même si cette vision reconnaît la capacité de manœuvre qui définit les leaders (vis-à-vis des conditionnements qui caractérisent chaque milieu politique et social soulignant à son tour la possibilité que les hommes

¹⁰ Parmi les travaux les plus classiques de cette théorie, on peut mentionner celui de MacGregor Burns (1978).

politiques exercent sur eux une influence), ce processus est présenté en termes d'un jeu stratégique d'acteurs avec des intérêts définis. Ces acteurs interagissent sur la base du calcul et à partir de l'expression de leurs motivations, la politique restant limitée à un simple processus d'échange et de rééquilibrage entre les différents intérêts politico-sociaux (*the log-rolling*). Et, quand ces études s'aventurent au-delà de ces propositions, considérant d'autre type de dimensions, l'option analytique s'attache à penser le leadership politique en fonction de sa position institutionnelle, supposant une dilution de la distinction entre l'idée du leadership et le concept de leader¹¹.

En résumé, que ce soit en pensant la dynamique politique sur la base des interactions stratégiques entre acteurs prédéfinis et/ou à partir du degré de conditionnement que l'inscription institutionnelle du leader joue dans ce processus, cette perspective souffre d'un regard qui reste prisonnier d'une idée du politique pensée en purs termes agrégatifs¹² et d'une notion de la démocratie comprise centralement à partir de sa reproduction rythmée par les mécanismes institutionnels. En conséquence, il résulte extrêmement difficile, selon nous, de penser, à partir de cette vision, l'action du leadership comme le déploiement d'un processus représentatif qui suppose toujours la composition d'une volonté commune et la configuration d'une autorité politique légitime dans le cadre d'un contexte historico-institutionnel déterminé.

La proposition de penser le leadership à partir de la représentation politique reste valide en vertu du mouvement circulaire (logique ascendante et logique descendante)¹³ qui définit à cette dernière, dotant le leadership d'une nature de type relationnel, sans que cela suppose que ce concept perde son attribut spécifique, à savoir sa « capacité instituante ». En d'autres termes, le leadership sera ici compris comme le processus à travers lequel se crée une « figure représentative » et se construit un « lien représentatif », reconfigurant – de manière décisive – le contexte historico-institutionnel dans lequel son action s'inscrit.

Sur cette base, nous considérons que le processus de légitimation¹⁴ des positions d'autorité des leaderships politiques par rapport aux politiques publiques doit s'organiser à partir d'une analyse articulée selon deux dimensions : l'inscription du leadership dans un certain contexte politico-institutionnel et la (re)composition d'une idée de la communauté politique que l'existence du leadership suppose.

¹¹ Notre analyse, au contraire, affirme la pertinence de distinguer les catégories de leader et de leadership. En ce sens, je reprends la définition de Fabbrini (2009 : 9), selon qui, si la première renvoie au propre individu, pensé dans sa particularité et investi du pouvoir décisionnel ; la deuxième se conçoit plutôt comme une *relation politique* déterminée dont le but est de promouvoir une décision déterminée dans un contexte et un temps spécifiques.

¹² En nous différenciant de cette position et en prenant comme source d'inspiration la proposition théorique de Claude Lefort, le politique est ici compris comme « la mise en forme de la société » ; à savoir comme son institution à travers l'établissement d'un sens des principes basiques qui organisent, toujours historiquement, toute forme de société (mise en sens) et à partir d'un processus de représentation, définissant le type de régime politique (mise en scène) (Lefort, 1986 : 20).

¹³ Appartenant à des visions et à des perspectives théoriques différentes, ce caractère a été signalé par Laclau (1998), Bourdieu (2001) et Latour (2002).

¹⁴ L'idée de la légitimation sera ici pensée comme le processus de construction des sources de popularité du leadership. C'est-à-dire que la légitimation est comprise à partir de l'articulation des bases de consensus collectif en raison desquelles se fonde l'émergence, la constitution et la consolidation du leadership. Pour une analyse détaillée de l'idée de légitimation, voir Jacques Lagroye (1985 : 395-468).

2. Les processus de nationalisation d'hydrocarbures en Argentine et en Bolivie

L'émergence des leaderships présidentiels d'Evo Morales et de Cristina Kirchner s'inscrit dans le contexte du « tournant à gauche » de la région latino-américaine (Paramio, 2006). En quelques mots, ce processus fait allusion à la désarticulation du *référentiel*¹⁵ néolibéral, établi comme modèle d'action publique dans la majorité des pays de la région pendant les années quatre-vingt-dix. Sans nier le problème de présenter ce processus comme une tendance unifiée, diluant les spécificités nationales, il est important d'identifier les discontinuités face au consensus néolibéral précédent. Selon Lesgart et Souroujon (2008), on peut rapidement identifier trois dimensions : le conflit comme constitutif de l'expérience démocratique ; une revalorisation du politique dans sa nature réformiste et une récupération de l'institution étatique comme principe structurant la communauté politique.

L'accès au pouvoir par la voie démocratique de différents leaderships provenant d'horizons politiques très variés a supposé, en définitive, la désarticulation du précepte néolibéral selon lequel « *there is no alternative* » à la domination des forces naturelles du marché dans le cadre des sociétés globalisées. La réalisation d'un plan de gouvernement qui est allé à l'encontre du programme du consensus de Washington, avec différents degrés d'intensité selon les pays (Levitsky et Roberts, 2011), a ainsi permis l'essor de processus inédits de mobilisation politique entraînant la (re)constitution des liens d'identification entre la citoyenneté et les nouveaux leaderships politiques.

L'objectif de cette présentation est la comparaison de l'établissement d'une même politique publique dans deux contextes nationaux différents¹⁶. À l'heure d'analyser les cas argentin et bolivien, des parallèles et des contrastes peuvent rapidement être identifiés, justifiant ainsi l'exercice comparatif proposé. Seuls ces deux pays, dans toute la région, ont été marqués par un processus de privatisation de l'exploitation et de la commercialisation de la production des hydrocarbures pendant les années quatre-vingt-dix et par un processus d'« étatisation » pendant la dernière décennie. Pourtant, si la « mise sur agenda » du problème du contrôle privé des ressources naturelles a été caractérisée en Bolivie par un contexte d'intense mobilisation sociale et politique, dans le cas de l'Argentine, la politique de nationalisation a été, avant tout, le résultat de l'initiative présidentielle. En considérant les deux dimensions présentées ci-dessus pour penser la place du leadership par rapport aux politiques publiques, le contexte sera donc la dimension choisie dans ce travail pour mener à bien cette étude comparatiste. Pourtant, on peut se demander : comment définir « le contexte » ?

Selon Hassenteufel : « [...] le terme *contexte* est une des nombreuses boîtes noires ou expression fourre-tout de l'analyse des politiques publiques, parfois utilisé pour désigner tout ce que l'on n'arrive pas à expliquer, notamment dans le cadre des analyses du changement dans l'action publique. Pourquoi alors le retenir ? Le contexte désigne tout ce qui est extérieur aux interactions entre les acteurs d'une politique publique (et qu'ils ne maîtrisent pas) tout en n'étant pas indépendant d'eux du fait de son caractère construit. Si un contexte correspond, en partie, à des éléments mesurables et objectivables comme on va le voir, il forme aussi une représentation mentale [...] » (Hassenteufel, 2011 : 149). Ainsi, tout en

¹⁵ Selon Pierre Muller : « *Élaborer une politique publique suppose d'abord construire une représentation, une image de la réalité sur laquelle on veut intervenir. C'est en référence à cette image cognitive que les acteurs organisent leurs perceptions du problème, confrontent leurs solutions et définissent leurs propositions d'actions : cette vision du monde est le référentiel d'une politique* » (Muller, 1990 : 62). Pour une analyse des relations entre cette notion et les concepts de « paradigme » et de « système de croyances », voir Sural (1998).

¹⁶ Pour une étude des défis méthodologiques concernant la comparaison des politiques publiques au niveau international et transnational, voir Hassenteufel (2011).

considérant que « *les contraintes ne sont pas des données purement objectives* » (Cohen, 1999 : 79), je m'attarderai maintenant sur la description et l'interprétation des contextes politiques¹⁷ marquant dans chaque pays l'établissement de la politique publique de nationalisation des hydrocarbures.

2.1. La Bolivie : action publique et protestation sociale

C'est durant l'année 1937 qu'a eu lieu la première nationalisation de l'industrie pétrolière en Bolivie. Sous la deuxième présidence de Paz Estenssoro (1960-1964), figure emblématique de la révolution nationale de 1952, la production et l'exploitation du pétrole sont renforcées affirmant un modèle de développement du « capitalisme d'État », mais en autorisant, grâce à l'établissement du Code du Pétrole, la participation des capitaux privés. La production pétrolière augmente pendant les décennies suivantes, permettant que l'entreprise publique Yacimientos Petrolíferos Fiscales de Bolivia (YPFB) devienne la principale source de revenus de l'État bolivien (Vargas Suárez, 2009). Cette situation va se prolonger jusqu'au milieu des années quatre-vingt. Pourtant, à partir de cette date-là, les problèmes de l'économie bolivienne liés à l'inflation et au contrôle du déficit public habilitent les conditions pour une privatisation progressive de l'industrie pétrolière.

Le processus de privatisation a commencé en 1993, sous la présidence de Sánchez Losada (1993-1997) et il s'est achevé en 1996 quand le Parlement bolivien a décidé son approbation. La « capitalisation » de l'entreprise YPFB a été effectuée à partir de l'orientation néolibérale qui a clairement marqué la période de Losada (Gavaldà, 2005). Concrètement, elle a entraîné la division de la compagnie pétrolière publique. En effet, cette structure a été divisée en trois entreprises de capital mixte, sous contrôle privé, et une dernière entreprise de capital public qui a gardé la dénomination YPFB. La particularité de ce processus a été que même si l'État *de jure* était toujours le propriétaire des gisements, il donnait au capital privé tous les droits de propriété sur le pétrole extrait (Vargas Suarez, 2009)¹⁸.

Pendant l'année 2003, toute une série de manifestations sociales se déclenchent en Bolivie réclamant la nationalisation du contrôle de la production des hydrocarbures¹⁹. Des organisations paysannes et minières participent à de violentes révoltes contre le gouvernement de Sanchez Losada (2002-2003), de retour au gouvernement grâce à sa victoire lors des élections présidentielles de 2002²⁰. Même si les protestations se généralisent à cause de la décision du gouvernement précédent de Quiroga Ramirez (2001-2002) d'exporter du gaz, via les ports maritimes chiliens, aux EEUU et au Mexique, tout un mouvement politique et social s'articule autour d'une demande plus intégrale : la remise en cause de la propriété privée des ressources naturelles. Ce cycle de protestations, baptisé « la guerre du gaz » à cause des pertes

¹⁷ Selon Hassenteufel (2011 : 150), il est possible de distinguer six grands types de contextes ayant un effet sur l'action publique. Si les contextes sociodémographique, étatique et scientifique sont relativement stables à moyen terme, les contextes économique, politique et international se distinguent par une dimension plus conjoncturelle. Plus spécifiquement, le contexte politique renvoie aux processus électoraux, à la dynamique législative, au niveau de popularité des gouvernants et, finalement, à la présence ou à l'absence de mobilisations sociales.

¹⁸ Ce processus s'est développé grâce à l'approbation de la loi de capitalisation (N°1544), la loi des Hydrocarbures (N°1689) et des différentes modifications établies à la loi de législation tribulaire (N°843).

¹⁹ Pour une analyse de ce processus, voir Svampa et Stefanoni (2007) et García Linera (2008).

²⁰ Le candidat du Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (MNR), parti historique du régime politique bolivien, gagne les élections avec 22,26% des voix, suivi de très près par le Mouvement vers le Socialisme (MAS) dont le candidat présidentiel, Evo Morales, obtient l'appui de 20,94% de la population, ce qui permet que cette force devienne la deuxième force nationale à l'Assemblée Législative. Source : Tribunal Suprême Electoral, <http://www.oep.org.bo/>

humaines qu'elle a provoquées²¹, a entraîné la démission du président Sanchez Losada et l'appel à la réalisation d'un référendum populaire, sur la question de la nationalisation, de la part de son successeur, Carlos Mesa (2003-2005)²².

Les résultats du referendum, réalisé le 18 juillet 2004, ont cristallisé une vaste majorité (89% de la population) qui s'est prononcée en faveur du contrôle étatique du secteur énergétique et pour la dérogation de la loi des hydrocarbures 1689, approuvée en 1996. Après sa réalisation, les disputes entre le pouvoir législatif et l'exécutif ont provoqué une nouvelle crise politique qui s'est terminée par la démission de Mesa en juin 2005 (Ceppi, 2009). En décembre de cette même année et grâce à un triomphe indiscutable avec 54% des voix, Evo Morales est devenu le premier président d'origine indigène de toute l'histoire bolivienne avec une stratégie de campagne où la question de la nationalisation énergétique était au centre de ses promesses électorales²³. Quatre mois après son investiture, Morales établit le décret-loi 28701 par lequel il est établi que : « *les hydrocarbures boliviens sont des biens nationaux et que c'est l'État qui détient la propriété, la possession et le contrôle total et absolu de ces ressources* »²⁴.

Presque une décennie plus tard, l'État bolivien récupère son pouvoir souverain en matière énergétique²⁵. Il devient l'actionnaire majoritaire des anciennes compagnies privatisées : Andina S.A., Chaco S.A, Petrobras Bolivia Refinacio S.A., Transredes S.A. et la Compagnie de Logistique des Hydrocarbures de Bolivie S.A. Dans ce cadre, on considère que ce processus ne peut pas se présenter comme une « expropriation », puisque le décret-loi susmentionné établissait la récupération du contrôle de l'État sur les actions des compagnies dans un cadre légal, préétablie par le processus de privatisation, au sein duquel il a toujours été le propriétaire *de jure* (Vargas Suárez, 2009).

Même si cette action gouvernementale a permis l'affirmation immédiate de l'autorité politique présidentielle, en permettant la satisfaction d'une demande citoyenne, présente dans l'espace public depuis plusieurs années, le processus distinguant la mise en place de la nouvelle politique énergétique a déclenché toute une série de conflits au sein de la société bolivienne (Mayorga, 2011). La raison principale de ces tensions sociétales a concerné la distribution régionale des ressources énergétiques, captées à partir de l'impôt direct sur les hydrocarbures établi par le pouvoir étatique central. Cette situation a reproduit des oppositions historiques entre les départements orientaux, plus pauvres et avec une majorité indigène, et la région occidentale où se trouve la population blanche possédant plus de ressources. Ces affrontements ont été très violents et ils se sont particulièrement intensifiés dans le cadre du traitement de la réforme constitutionnelle, lancée par le gouvernement en 2007 et finalement approuvée en 2009²⁶. Malgré cette période d'instabilité politique, cinq ans plus tard, Evo Morales obtient sa troisième victoire consécutive aux élections présidentielles, réalisées au mois d'octobre, avec plus de 60% des suffrages. Ainsi, le mouvement politique qu'il préside

²¹ Les affrontements avec les forces de l'ordre ont causé la mort de 67 boliviens et boliviennes et ont fait plus de 400 blessés, la plupart appartenant à la région de l'Alto où se trouve la capitale La Paz. Source : http://www.la-razon.com/index.php?url=/nacional/Guerra-Gas-insurgencia-Bolivia-decada_0_1925807517.html

²² Pour une étude de ce referendum, voir Arrarás et Deheza (2005).

²³ Pour une analyse du processus électoral, voir Mayorga (2006).

²⁴ Source : Article 1 du décret-loi 28701. Pour sa version complète, voir : <http://www.lexivox.org/norms/BO-DS-28701.xhtml>

²⁵ Il faut mentionner, comme antécédent de ce décret, l'établissement de la loi 3058 approuvée en mai 2005 et en raison de laquelle les conditions sont recrées pour modifier les règles du jeu, déterminant le contrôle des entreprises multinationales par rapport à la politique des hydrocarbures (Vargas Suárez, 2009).

²⁶ Cette réforme propose une reconnaissance des droits matériels et symboliques des populations indigènes historiquement reléguées, et elle accorde également une légitimité constitutionnelle au contrôle étatique des ressources énergétiques.

assure son hégémonie au niveau national, permettant également la consolidation du leadership politique de Morales, grâce au contrôle des deux tiers des sièges dans les chambres législatives et en raison aussi de la victoire du MAS dans les départements de la « *media luna* » où se concentrait l'opposition la plus radicale vis-à-vis de son projet politique (Humeres, 2014).

2.2. *L'Argentine : la politique publique « du haut vers le bas »*

La première expérience au monde de gestion étatique de l'exploitation du pétrole date de l'année 1907 et elle s'est produite en Argentine. En 1922, le gouvernement de l'Union Civique Radicale (UCR), présidé par Hipólito Yrigoyen, décide la fondation de Yacimientos Petrolíferos Fiscales (YPF), l'entreprise étatique qui commence à contrôler la production, l'extraction et la commercialisation des ressources pétrolières dans le territoire national argentin. Rapidement, dans les années 1930, et grâce à la consolidation d'un processus articulé d'industrialisation accélérée et d'intégration verticale de la production, YPF arrive à dépasser les grandes compagnies américaines Standard Oil et Shell²⁷. L'entreprise publique réussit ainsi à devenir la protagoniste d'un intense processus de développement technologique, ayant comme épicerie la banlieue proche de la ville de Buenos Aires. Mais ce processus d'épanouissement s'est avéré éphémère. Après la Seconde Guerre mondiale, et pendant le premier gouvernement du général Perón (1946-1952), commence la lente décadence d'YPF. Le manque d'investissement, la situation d'instabilité économique, le poids surdimensionné de sa structure et une gestion étatique chaque fois plus inefficace ont été les raisons principales de la détérioration progressive de l'industrie pétrolière argentine, sous contrôle étatique. Après la dictature sanglante qui s'est prolongée entre 1976 et 1983, l'entreprise publique a commencé une période continue d'endettement et à la fin du premier gouvernement démocratique, après la transition à la démocratie, YPF ne pouvait plus assurer aux Argentins une provision stable et efficace de pétrole, de gaz et de produits dérivés.

Comme la plupart des entreprises publiques argentines, YPF commence son processus de privatisation pendant le gouvernement sous étiquette péroniste, mais maintenant d'orientation nettement néolibérale, présidé par Carlos Menem (1989-1995)²⁸. Le processus commence en 1992 avec l'approbation à l'Assemblée législative du projet de privatisation partielle de l'entreprise. Vers la fin de l'année suivante, l'État national contrôlait à peine 20% et les États provinciaux 12% des actions de l'entreprise pétrolière, qui n'était déjà plus une société étatique, mais une société anonyme (Novaro, 2009). La privatisation s'achève en 1999 quand l'État argentin décide de la vente totale de ses actions au groupe multinational d'origine espagnole Repsol.

Après la crise économique, politique et sociale de décembre 2001, le gouvernement de transition présidé par Duhalde, ancien gouverneur péroniste de la province de Buenos Aires, commence, avec la fin du système de convertibilité des taux de change fixes, à mettre en pratique une orientation macroéconomique qui allait à l'encontre des piliers constitutifs du modèle néolibéral, établi avec une extrême radicalité en Argentine pendant les années quatre-vingt-dix. Cette tendance se confirme avec l'arrivée au pouvoir de Néstor Kirchner en avril 2003. Pendant son mandat (2003-2007) et au cours du premier gouvernement présidé par son épouse, Cristina Kirchner (2007-2011), on assiste à un processus de nationalisation de toute une série de services publics qui avaient été privatisés pendant les deux gouvernements consécutifs de Menem (1989-1999), comme le gaz, l'énergie électrique, l'eau, les

²⁷ Pour une étude historique de la « période de gloire » de l'entreprise YPF, voir Gadano (2006).

²⁸ Pour une analyse de ce processus de réformes, voir Torre et Guerchunoff (1996), Llanos (1998) et Palermo (1999).

télécommunications²⁹. Pourtant, la nationalisation de la production pétrolière ne figurait ni sur l'agenda public ni sur l'agenda gouvernemental pendant toute cette période.

En octobre 2011, Cristina Kirchner obtient une claire victoire dans les urnes en remportant plus de 54% des voix. Le gouvernement kirchnériste réussit ainsi à surmonter une de ses pires crises politiques, causée par la crise agricole de 2008, l'échec électoral aux élections législatives de mi-mandat en 2009 et la mort de son leader fondateur, Néstor Kirchner, en 2010. Pourtant, malgré cette victoire électorale sur le terrain politique, sur le front macroéconomique, des perspectives chaque fois plus pessimistes se généralisent. Les problèmes quant au contrôle des prix internes, à la politique d'investissement externe et à la politique d'énergie, notamment, s'aggravent (Cherny et *al.*, 2014).

En effet, le manque d'investissement en capitaux a été une constante une fois établi le contrôle d'YPF par Repsol, ainsi que la diminution des réserves et de la production des hydrocarbures (gaz et pétrole)³⁰. Durant la dernière décennie, l'Argentine perd sa condition de pays autosuffisant et augmente de manière progressive mais constante les importations de gaz et de pétrole aux pays voisins. Au cours des années 2010 et 2011, des manquements répétés concernant l'approvisionnement des combustibles paralysent la circulation des transports dans le pays. Le gouvernement kirchnériste responsabilise immédiatement le groupe multinational Repsol. Au mois de mars 2012, différents gouvernements provinciaux décident d'exproprier des zones où sont localisés des gisements pétroliers, sous la concession du groupe espagnol. Le 16 avril 2012, Cristina Kirchner décide d'envoyer un projet de loi à l'Assemblée nationale afin de décider de l'expropriation de 51% des actions de Repsol-YPF. 26% des actions passent sous le contrôle de l'État central et 25% sous le contrôle des provinces pétrolières. Un acte massif pour célébrer cette action est organisé fin avril. Une nouvelle configuration des appuis politiques du kirchérisme apparaît, où les organisations politiques de la jeunesse péroniste prennent une place chaque fois plus importante, au détriment de la structure du Parti Justicialiste (PJ). Finalement, la loi 26741 est approuvée le 3 mai dans les deux chambres grâce à l'appui d'une vaste majorité politique, intégrant des forces partisans clairement opposées au gouvernement kirchnériste.

Après la nationalisation-expropriation d'YPF, le leadership de Cristina Kirchner éprouve ainsi une nouvelle phase de consolidation, confirmant les appuis obtenus lors des élections de 2011 et laissant derrière la crise vécue entre 2008 et 2010. Pourtant, les tensions constitutives du kirchnérisme restreignent la possibilité de garantir la continuité de ce projet politique. Le scénario politique actuel, en vue des prochaines élections présidentielles de 2015, est, en ce sens, l'illustration la plus évidente des limites inhérentes à cette force politique.

Quelques conclusions préliminaires

En partant de l'affirmation selon laquelle « les politiques publiques servent à construire des interprétations du réel » (Muller, 2000 : 195), je me suis proposé dans cette présentation de récupérer la notion de leadership politique pour examiner sa place par rapport aux politiques publiques. Pour cela, j'ai commencé par présenter le cadre théorique le plus pertinent pour penser cette notion. En quelques mots, l'essentiel de cet exercice a résidé dans le fait de définir le leadership à partir de l'idée de la représentation politique, ce qui suppose de le concevoir comme la structuration d'un lien spécifique entre les leaders et les représentés. Pour

²⁹ Pour une étude sur les nationalisations des entreprises effectuées sous le gouvernement de Kirchner, voir Bonvecchi (2009).

³⁰ Sur les particularités distinguant le rôle de Repsol comme propriétaire majoritaire d'YPF, voir le Rapport Mosconi (2012).

étudier ce lien politique, j'ai identifié une double dimension d'analyse : l'inscription du leadership dans un certain contexte politico-institutionnel et la (re)composition d'une idée de la communauté politique que l'existence du leadership suppose. Ce processus a été étudié, dans le cadre de ce travail, en considérant deux cas d'étude (Bolivie et Argentine) et l'établissement de la même politique publique : la nationalisation des hydrocarbures à partir de la considération de la première dimension évoquée, le contexte, et selon un de ces types spécifiques : le contexte politique.

Les conclusions préliminaires nous révèlent des parallèles et des contrastes entre les deux cas. Pour commencer, les leaders Morales et Kirchner ont révélé une capacité d'*action instituante* grâce à la création d'un lien représentatif entre leurs figures et les représentés. De cette manière, ce lien a démontré la création d'un leadership politique en raison duquel, et contre les contraintes contextuelles et les limites structurelles, la politique de nationalisation a été mise en œuvre. La politique publique en question a été légitimée grâce à l'existence du leadership et ce dernier a, en même temps, été légitimé grâce à l'établissement de cette politique publique. Mais les processus en question ont aussi été marqués par des contrastes évidents. La nationalisation de la production de ressources naturelles dans le cas bolivien doit se comprendre en considérant l'intense mobilisation des acteurs sociaux et politiques relativement organisés parmi lesquels Evo Morales jouait un rôle décisif en termes de direction. Par contre, le cas argentin est marqué par l'absence d'un processus de mobilisation en faveur de la nationalisation de l'industrie pétrolière. C'est l'initiative présidentielle qui a été au centre de ce processus révélant une logique représentative descendante comme principe constitutif du leadership de Cristina Kirchner.

Pour terminer, je voudrais préciser que plusieurs dimensions d'analyse doivent faire partie d'un travail de recherche beaucoup plus approfondi. En ce sens, je me limite ici à évoquer quelques-unes des dimensions principales : les autres types de contextes, selon la typologie d'Hassenteufel (2011), et particulièrement, le contexte institutionnel, et ceux technique et économique ; la base des appuis politiques de chaque leadership et un examen en termes de marge d'autonomie entre le leader présidentiel et sa force politique d'appartenance. Finalement, il reste évidemment à présenter une étude de la deuxième dimension à partir de laquelle on a proposé de penser le leadership politique. Je fais ici référence à la (re)signification en termes d'attribution d'un sens à la communauté politique que suppose la création d'un leadership politique. La considération de ces dimensions, entre autres, me permettra d'avancer dans mon analyse et d'aller au-delà de cette phase initiale dans laquelle il se trouve aujourd'hui.

Bibliographie

- ARRARAS, Astrid et DEHEZA, Grace, 2005, "Referéndum del gas en Bolivia 2004. Mucho más que un referéndum", *Revista de Ciencia Política*, Vol. 25, N° 2, p. 161-172, Santiago de Chile.
- DOBRY, Michel, 2009, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la Fondation Nationale de Sciences Politiques.
- BERNADOU Vanessa, BLANC, Félix LAIGNOUX Raphaëlle et ROA BASTOS Francisco (dirs.), 2014, *Que faire du charisme ? Retours sur une notion de Max Weber*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes
- BLONDEL, Jean, 1987, *Political Leadership. Towards a General Analysis*, Sage, Londres.
- BOURDIEU, Pierre. 2001. *Langage et pouvoir symbolique*, Seuil, Paris.
- BONVECCHI, Alejandro, 2009, "La economía política de la renegociación de las privatizaciones: una comparación intersectorial", IX Congrès National de Science Politique, Province de Santa Fe, Argentine.
- CEPPI, Natalia, 2010 "Hidrocarburos y procesos autonómicos en Bolivia. Factores intervinientes en su fragmentación social", *Ciencia, docencia y tecnología* N° 41, Rosario, Argentina

- Cohen, Samy, 1999, « Décision, pouvoir et rationalité dans l'analyse de la politique étrangère » in M.C. Smouts (dir.). *Les nouvelles relations internationales. Pratiques et Théories*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999. p.75-102
- CHERNY, Nicolás, BONVECCHI, Alejandro et NOVARO, Marcos, 2014, *Los límites de la voluntad. Los gobiernos de Duhalde, Néstor y Cristina Kirchner*, Ariel Historia, Buenos Aires.
- BREGMAN, Dorine, DAYAN, Daniel, FERRY, Jean-Marc et WOLTON, Dominique (dirs.), 1989, « Le nouvel espace public », *Hermès*, N°4, CNRS éditions, Paris.
- COLLOVALD, Annie, 1990, « Jacques Chirac : Un leader sans ressources », *Revue Française de Science Politique*, N° 6, p. 880-901.
- DALTON, Russell et WATTENBERG, Martin, (dirs), 2000. *Parties without Partisans. Political Change in Advanced Industrial Democracies*, Oxford University Press, Oxford.
- DOBRY, Michel. 2003. « Légitimité et calcul rationnel. Remarques sur quelques complications de la sociologie de Max Weber » in *Être gouverné. Études en honneur de Jean Leca*, Pierre Favre, Jack Hayward et Yves Schemeil (dirs), Presses de Sciences Po, Paris.
- GADANO, Nicolás, 2006, *Historia del petróleo en la Argentina. 1907-1955: desde los inicios hasta la caída de Perón*, Edhasa, Buenos Aires.
- GADANO, Nicolás, 2013, “YPF y el petróleo latinoamericano”, *Revista Nueva Sociedad*, N°244, Caracas, Venezuela.
- GARCIA LINERA, Alvaro, 2008, *La potencia plebeya. Acción colectiva e identidades indígenas, obreras y populares en Bolivia*, Prometeo Libros, Buenos Aires.
- GARCIA BERMEJO, Romualdo et GARAMENDIA GARCIA, Roxana, 2012, “La expropiación de YPF (Repsol) a la luz del derecho internacional”, *Revista electrónica de estudios internacionales*, N°4, España.
- GAVADA, Marc, 2005, « Etnocidio petrolero en Bolivia » *Theomai*, N°12, Red Internacional de Estudios sobre Sociedad, Naturaleza y Desarrollo, Buenos Aires, Argentina.
- FABBRINI, Sergio, 2009, *El ascenso del Príncipe democrático. Quién gobierna y cómo se gobiernan las democracias*, Fondo de Cultura Económica, Buenos Aires.
- FERNADEZ, Pablo, 2012, “Valoración de una expropiación: YPF y Repsol en Argentina”, *Document de Travail*, Université de Navarre, Espagne.
- GAÏTI, Brigitte, 2008, « La décision à l'épreuve du charisme. Le General de Gaulle entre mai 1968 et avril 1969 », *Politix*, N° 82, p. 39-67.
- HASSENTEUFEL, Patrick, 2005, « De la comparaison internationale à la comparaison transnationale Les déplacements de la construction d'objets comparatifs en matière de politiques publiques », *Revue française de science politique*, Vol. 55, p. 113-132.
- HASSENTEUFEL Patrick, 2011, *Sociologie politique : l'action publique*, Armand Colin, Paris.
- HUMERES PANIAGUA, Roxana, 2014, « Les élections en Bolivie : les défis du troisième mandat de Morales », *Observatoires des Amériques*, Vol. 4, N°5, Montréal.
- LACLAU, Ernesto, Deconstrucción, pragmatismo y hegemonía, 1998 in CHANTAL, Mouffe (comps), *Deconstrucción y pragmatismo*, Paidós, Buenos Aires.
- LAGROYE, Jacques, 1985, « La légitimation » in *Traité de science politique*, Madeleine Grawitz et Jean Leca (dirs), PUF, Paris.
- LATOUR, Bruno, 2002, « Si l'on parlait un peu politique ? », *Politix*, Vol. 15, N°58, p.143-165.
- LEVITSKY, Steven et KENNETH, Roberts (eds), 2011, *The Resurgence of the Latin American Left*, Johns Hopkins University Press, Baltimore.
- LEFORT, Claude, 1986, *Essais sur le politique XIX^e et XX^e siècles*, Seuil, Paris,
- LEAGART, Cecilia y SOUROUJON, Gastón, 2008, “Democracia, política y conflicto. Apuntes teórico-políticos sobre el cambio en el clima político-cultural en la última década”, in FERNÁNDEZ, Arturo y LESGART, Cecilia, *La democracia en América latina. Partidos Políticos y Movimientos Sociales*, Rosario, Homo Sapiens.
- LLANOS, Mariana, 1998, *Privatization and Democracy. A study of legislative process for State Reform in Argentina*, University of Oxford, Oxford.
- MACGREGOR BURNS, James, 1978, *Leadership*, Harper & Row, New York,
- MANIN, Bernard, 1996, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion.
- MAYORGA, Fernando, 2006, “El gobierno de Evo Morales. Entre el nacionalismo y el indigenismo”, *Revista Nueva Sociedad*, N° 206, p.4-13, Caracas, Venezuela.
- MAYORGA, Fernando, 2010, “El gobierno de Evo Morales: crisis políticas y respuestas plebiscitarias”, in CHERESKY, Isidoro (compilador), *Ciudadanos y política en los albores del siglo XXI*, Buenos Aires, CLACSO, p.429- 455.
- MONOD, Jean-Claude, 2012, *Qu'est-ce qu'un chef en démocratie ? Politiques du charisme*, Seuil, Paris.
- MONTAMÉ, Michel-Alexis, 2001, *Leadership politique et territoire*, L'Harmattan, Paris.
- MULLER, Pierre, 1990, *Les politiques publiques*, Collection Que sais-je?, Paris, PUF.

- MULLER, Pierre, 2000, « L'analyse cognitive des politiques publiques : vers une sociologie politique de l'action publique », *Revue française de science politique*, 50e année, N°2, p.189-208.
- NOVARO, Marcos, 2009, *Argentina en el fin de siglo. Democracia, Mercado y Nación (1983-2001)*, Paidós Buenos Aires.
- PALERMO, Vicente, 1999, ¿Mejorar para empeorar? La dinámica política de las reformas estructurales en Argentina in NOVARO, Marcos (comps), *Entre el Abismo y la Ilusión. Peronismo, democracia y mercado*, Norma, Buenos Aires, p. 159-270.
- PARAMIO, Ludolfo, 2000, "Decisión racional y acción colectiva", *Leviatán*, N°79, p.65-83.
- PERAL NATERA, Antonio, 2001, *El liderazgo político en la sociedad democrática*, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, Madrid.
- RAPOPORT, Mario, 2000, "El Plan de convertibilidad y la economía argentina (1991-1999)", *Economía e Sociedade*, Université de Campinas, Vol.15, p. 15-47.
- ROSANVALLON, Pierre, 1998, *La nouvelle question sociale. Repenser l'État providence*, Paris, Seuil.
- RUSCIO, Kenneth, 2004, *The leadership dilemma in modern democracies*, Edward Elgar Publishing, Massachusetts.
- SMITH, Andy y SORBETS, Claude (dirs.), 2003, *Leadership politique et territoire : les cadres d'analyse en débat*, Université de Rennes, Rennes.
- SKOWRONEK, Stephen, 2008, *Presidential Leadership in Political Time*, Kansas, University Press of Kansas, Kansas.
- SUREL, Yves, 1998, « Idées, intérêts et institutions dans l'analyse des politiques publiques », *Revue Pouvoirs*, N°87, p.191-178.
- SVAMPA, Maristella et STEFANONI, Pablo, 2007, *Bolivia. Memoria, insurgencia y movimientos sociales*, CLACSO, Ed. El colectivo, Buenos Aires
- TORRE, Juan Carlos y GERCHUNOFF, Pablo, 1996, "La política de liberalización económica en la administración de Menem", *Desarrollo Económico*, Vol.36, N°143, p. 733-768.
- TUCKER, Robert, 1968, "The Theory of Charismatic Leadership", *Daedalus*, Vol. 97, N°3, p. 731-756.
- WEBER, Max 1995 [1956], *Économie et Société/1. Les catégories de la sociologie*, Pocket, Paris.
- WEBER, Max. 2004 [1918]. *Œuvres politiques (1895-1919)*, Albin Michel, Paris.
- VARGAS SUAREZ, Rosío, 2009, "La nacionalización de los hidrocarburos bolivianos en la presidencia de Evo Morales Ayma", *Revista Latinoamérica*, México, Vol. 2, N° 49, p. 11-34.
- WILLNER, Ann Ruth, 1985, *The Spellbinders. Charismatic Political Leadership*, Yale University Press, New Haven.

Autres sources

Journaux nationaux : La Nación et Página 12 (Argentine), La Razón (Bolivie).

Rapport Mosconi, 2012, Ministère des Finances, République Argentine.